



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique à l'égard des personnes âgées

Question écrite n° 4756

Texte de la question

M. Jean-Claude Mathis attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sur les attentes exprimées par l'association des Aînés ruraux de l'Aube lors de son assemblée générale du 6 juin 2012. En effet, sur le plan fiscal, elle demande que les seuils de recouvrement et d'exonérations soient relevés de telle sorte que les exonérations connexes soient maintenues. Elle souhaite également : que les parents isolés ayant élevé au moins un enfant puissent bénéficier de la demi-part fiscale correspondante ; que les retraités non imposables soient éligibles au dispositif du crédit d'impôt pour les sommes versées à un salarié ou à une association dans le cadre des services à la personne. Sur le plan de l'accès aux soins, elle souhaite que tous les moyens soient mis en oeuvre pour garantir une répartition harmonieuse des médecins sur le territoire pour que tous les citoyens aient accès à des soins de qualité, quel que soit leur lieu de résidence. Concernant les dépassements d'honoraires, elle demande que les principes fondamentaux de l'assurance maladie fasse l'objet d'une refondation complète permettant à tous les citoyens, et notamment aux plus modestes, l'accès à des soins de qualité en ce qui concerne la fixation des tarifs des honoraires pratiqués et leur remboursement. Concernant l'assurance maladie complémentaire, la même garantie d'accès à des soins de qualité doit être offerte à tous les citoyens quelles que soient leurs capacités financières. Il lui demande, par conséquent de bien vouloir lui indiquer quels moyens il entend mettre en oeuvre pour répondre à ces demandes légitimes.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Mathis](#)

Circonscription : Aube (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 4756

Rubrique : Personnes âgées

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 septembre 2012](#), page 5067